



# Inter-Peuples

**250 millions de migrants dans le monde  
dont 63,5 millions fuyant les guerres,  
les conflits et les dictatures**

## Sommaire

ÉDITO	
Migrants dans le monde...	p. 2
AGENDA	p. 3
QUOI DE NEUF AU CIIP ?	p. 4
NOS MOBILISATIONS	
"Plan de sauvegarde..." ?	p. 5
FITA	p. 6
SSI Grenoble	
Villeneuve : contre les démolitions	p. 7
Marche pour la paix	
Contre les bombardements à Alep	
Davantage de renvois de migrants...	p. 8
Pour le droit à l'IVG	
En mémoires du 17 octobre 1961	p. 9
INTERNATIONAL	
Course aux armements nucléaires...	p.11
Eloges indécentes pour Shimon Peres	p.12
La diplomatie française...	
Législatives au Maroc	p.13
Le Venezuela sur la corde raide	p.14
NOUS AVONS AIMÉ	p.16

**Deux événements  
solidaires et culturels :  
la Semaine de  
Solidarité internationale**



**et le Festival international  
de Théâtre Action**



# Éditorial

## 250 millions de migrants

dont 63,5 millions fuyant les guerres, les conflits et les dictatures dans le monde !

*Et leur nombre ne cesse d'augmenter de manière exponentielle : 5 millions de plus en 2015, c'est autant qu'entre 2010 et 2015, d'après le HCR<sup>1</sup>. Les conditions de leurs déplacements, de leurs installations, de leur survie, sont de plus en plus précaires, dangereuses, inhumaines, scandaleuses et révoltantes. Régulièrement des drames terribles font la "Une" des journaux mais l'émotion passée rien ne change. Pour que ça bouge il est pourtant impératif de s'attaquer aux causes qui produisent ces exodes de millions de personnes. La première est liée directement aux conflits armés, ceux qui s'intensifient en Syrie, en Irak ou au Yémen et ceux qui s'enlisent depuis des années en Afghanistan, en Somalie, au Soudan, en Érythrée... Des guerres dans lesquelles les gouvernements des États occidentaux portent une très large responsabilité. Quand ils ne sont pas engagés directement dans les conflits avec leurs armées, ils le sont par les profits qu'ils tirent du commerce particulièrement juteux de leurs armes et techniques guerrières. Autre cause fondamentale : l'exploitation des richesses minières et agricoles des pays du Sud qui génèrent pauvreté extrême et famine. Pour le CIIP, il faut plus que jamais informer sur la responsabilité des gouvernements des pays riches, dont le nôtre, et développer les mobilisations. S'ajoutent aux migrations massives les "réfugiés climatiques" qui rejoignent le cortège des personnes qui fuient guerre et misère. Et ce n'est sans doute que le commencement.*

*En matière d'accueil, ce sont les pays proches, souvent les plus pauvres qui assument l'essentiel de la gestion des réfugiés. Sur 5 millions de déplacés syriens par exemple, 86% sont en Turquie, au Liban et en Jordanie. Le nombre des migrants, quel que soit leur pays d'origine et les raisons de leur exil, qui parviennent dans l'espace Schengen, de manière non légale serait d'1 million. Et là, après avoir survécu à mille dangers, ils sont cueillis par les organismes de répression dont Frontex et Europol, chargés d'appliquer la politique migratoire européenne dont les objectifs sont de tarir le flux de migrants en en renvoyant un maximum, par la mise en place des "hotspots"<sup>2</sup> en Italie et en Grèce. Ou encore en passant des accords scandaleux avec la Turquie ou l'Afghanistan pour que ces pays "relocalisent" (comme ils disent !) les migrants. Puis gérer et dispatcher dans les différents pays membres de l'UE ceux qui pourraient éventuellement rester. Le signal criminel qui est ainsi lancé par les dirigeants européens c'est que les migrants sont d'abord une invasion dangereuse, qu'il faut donc s'en protéger, se fermer, trier entre les uns et les autres. Comment alors imaginer que les 160 000 personnes que l'UE a décidé d'accueillir, dont 27000 en France, puissent être reçus dignement ? Et en effet, de nombreux pays européens commencent d'abord par renforcer leur sécurité : rétablissement de certaines frontières, élévation de murs, création de camps, multiplication des rafles et harcèlement des personnes étrangères... Ce qui envahit peu à peu toute l'UE ce ne sont pas les migrants mais la peur, la défiance, la xénophobie, le racisme et les extrêmes droites qui s'épanouissent sur ce terrain nauséabond... Les manifestations violentes contre la création de petits centres d'accueil dispersés sur le territoire français en sont hélas une terrifiante illustration.*

*Face à cette tragédie, des citoyens et de nombreuses organisations s'engagent, rappelant par leur solidarité et leurs analyses, que ce ne sont pas les migrants qui sont coupables mais bien un système économique, injuste, inégalitaire, destructeur de l'Homme et de la planète dont l'objectif central est la recherche absolue du profit. Et il a notamment pour complice l'UE et les gouvernements des États qui la composent. Il est temps d'agir. Pour sa part, le CIIP est bien déterminé à continuer d'œuvrer à la construction d'un front commun, avec l'ensemble de ces hommes et de ces femmes qui savent qu'il n'y a pas d'issue heureuse à la guerre, au tout sécuritaire, ou au repli sur des identités meurtrières. Des hommes et des femmes prêts à faire cause commune pour que ce monde change vraiment, et dans le bon sens ! Des ponts, pas des murs !*

Inter-Peuples

Publication mensuelle  
du CIIP

Maison des Associations  
6, rue Berthe de Boissieux  
38 000 GRENOBLE  
Bureau 114  
Tel : 04.76.87.59.79  
Courriel : [ciip@wanadoo.fr](mailto:ciip@wanadoo.fr)  
Site web : [www.ciip.fr](http://www.ciip.fr)

PERMANENCES DU CIIP  
Lundi au vendredi, 13h30-18h

CREDITCOOP GRENOBLE  
n°41020019703

ISSN: 0999-7830  
Commission paritaire  
n° 0517 G 86569

Directeur de publication

Jo BRIANT

Rédaction

Jo BRIANT

Catherine GRUNWALD

Étamé M'BAPPE

Marc OLLIVIER

Elodie QUEFFELEC

Françoise RAYNAUD

Philippe SAVOYE

Roseline VACHETTA

Maquettiste

Catherine GRUNWALD

Créé en mai 1980, le CIIP est un centre d'information, de documentation, de solidarité interculturelle et internationale qui a pour objectifs essentiels :

- **Faire mieux connaître** les réalités, les cultures, les droits des peuples et des minorités des cinq continents (y compris en France)
- **Lutter** contre les atteintes aux Droits de l'Homme et des Peuples, contre toutes les formes de racisme et de domination.
- **Promouvoir** un monde solidaire et durable, sans famines, sans guerres, sans oppression.

Réseau associatif de près de 80 lieux dans toute la France

**Ritimo** a pour objectif d'informer le public pour **renforcer la solidarité internationale**. Ses membres rendent accessible et diffusent une information spécialisée sur les causes du mal développement, les inégalités Nord Sud, les droits de l'Homme. Ils veulent participer à la modification de nos choix de développement et **agir pour une autre mondialisation**.

Imprimerie Euro'Prim  
47, Avenue Alsace Lorraine  
38000 GRENOBLE

Papier recyclé

# Agenda

Quand ?	Où ?	Quoi ?
Du 15 octobre au 26 novembre	<i>Lieux éclatés</i>	<u>Semaine de la Solidarité Internationale</u> : programme ci-dessous (pour Grenoble). Org. Une quinzaine d'associations (Afric'Impact, Nuestra America, CCFD, CIIP, GREF, Collectif isérois pour la Palestine, Planning familial, Oikocredit, Cercle Bd Lazare...)
Samedi 5 10H	<i>Place Notre Dame Grenoble</i>	<u>Déambulation festive</u> au centre ville de Grenoble avec notamment la Batukavi en inauguration de la Semaine de la Solidarité Internationale
Dimanche 6 17H	<b>Salle Olivier Messiaen 1 rue du Vieux Temple Grenoble</b>	<b><u>Notre 1<sup>er</sup> COUP DE CŒUR</u> : "SMYRNE 1922 : Nous nous rendions souvent visite"</b> : Parcours historique et culturel évoquant des événements (notamment des massacres d'Arméniens et de Grecs par l'armée ottomane turque) au début du 20 <sup>e</sup> siècle. Avec extraits de films, danses, diaporama historique, lecture textes et poèmes. Co-organisation : Arménie Echanges Promotion et CIIP. <b>Réservation nécessaire : catherine_aeph@hotmail.com</b>
Lundi 7 20H15	<i>Cinéma La Nef 1 rue Emile Augier Grenoble</i>	<u>Film-débat</u> : "Au pied du mur", avec le réalisateur Gil Gorre. Occupation, confiscation des terres, colonisation des terres dont sont victimes les Chrétiens Palestiniens. Org. CCFD , Ecole de la Paix, AFPS, Terre Solidaire
Mardi 8 18H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Réunion CISEM</u> (Solidarité migrants..) : face aux refus de régularisation, aux expulsions, aux exclusions... Quelle riposte ?
Mardi 8 20H	<i>Cinéma Le Club 9 bis, rue Phalanstère Grenoble</i>	<u>Film-débat</u> : "Ethiopie : Difret ; un combat contre les traditions", de Zeresenay Mehari. Une écolière se révolte contre un mariage forcé, tue son agresseur, s'enfuit.. Org : GREF (Groupement des Educateurs sans frontières), Planning familial
Mercredi 9 19H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	19H : présentation de la SSI autour de stands avec des représentants des autres Collectifs SSI isérois. 20H : Table-ronde sur la Solidarité internationale avec Bernard Salamand (RITIMO), René Valette (ancien président du CCFD) et Roberto Badilla, militant chilien.
Mercredi 9 18H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>CA mensuel</u> du CIIP ouvert aux adhérents/abonnés : point sur les mobilisations et urgences militantes, projets , priorités
Lundi 14 20H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Réunion</u> mensuelle de RESF 38 : point sur les mobilisations pour s'opposer aux expulsions de parents d'enfants scolarisés, sur l'organisation des initiatives solidaires...
15-27 novembre	<b>Grenoble - Isère</b>	<b><u>Notre 2<sup>ème</sup> COUP DE CŒUR</u> : "FITA : Festival international Théâtre action"</b> : des spectacles exceptionnels venus d'Haïti, d'Algérie, de Syrie, du Burkina-Faso, de Côte d'Ivoire, Belgique, France. Voir prog. <a href="http://www.fita-rhonealpes.fr">www.fita-rhonealpes.fr</a> Tel : 04 57 13 68 12
Mardi 15 19H30	<i>Espace 600 Villeneuve Grenoble</i>	<u>Théâtre</u> : "Le frichti de Fatou" : Fatou, Algérienne, passe du bled à la France, mariée à un immigré. Rencontre avec le Planning familial, regard espiègle sur deux cultures. Dans le cadre du FITA
Mardi 15 19H	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Réunion</u> de la Coordination régionale de soutien aux sans papiers (rencontre de militants d'Annecy, de Valence, de Grenoble) : point sur les situations, les mobilisations... Tant à faire ! Ouvert à tous/toutes
Mercredi 16 18H	<i>MNEI 5 Place Bir-Hakeim Grenoble</i>	<u>Documentaire</u> : "La guerre des graines", film réalisé par Stenka Quillet et Clément Montfort, org. Artisans du Monde, dans le cadre du Festival Alimentterre

# Agenda

Quand ?	Où ?	Quoi ?
<b>Mercredi 16 19H30</b>	<i>Espace 600 Villeneuve Grenoble</i>	<u>Théâtre</u> : "Les deux réfugiés", les frères Malas, Syriens, racontent leur quotidien de réfugiés en France. Spectacle engagé, prenant !
<b>Jeudi 17 19H30</b>	<i>Espace 600 Villeneuve Grenoble</i>	<u>Théâtre</u> : "Devant la croix de Baron Samedi", par la Compagnie haïtienne Symbi Roots : percussions, voix et corps qui se déchaînent, groupe haïtien féminin et féministe. Quelle force !
<b>Samedi 19 13H-23H</b>	<b>Centre Œcuménique St Marc 6, Av. Malherbe Grenoble</b>	<b>Notre 3<sup>e</sup> COUP DE CŒUR</b> : "10H pour la Palestine" : Témoignage d'Abu Sager, bédoin de la Vallée du Jourdain, de Gadi Al Gazi, universitaire israélien, de Pascal Durand, d'Europe Ecologie les Verts. Nombreux stands. En soirée : repas et animation musicale. Org ; Coll isérois pour la Palestine et AFPS
<b>Mercredi 23 18H30</b>	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Réunion</u> mensuelle du Comité Traite Négrière/esclavage : nombreux projets, ouverture à toutes les bonnes volontés...
<b>Vendredi 25 18H30</b>	<b>Le Barathym Le Patio Villeneuve Grenoble</b>	<b>Notre 4<sup>e</sup> COUP DE CŒUR</b> : Rencontre débat : "Migrants : d'où et pourquoi viennent-ils ? Quel accueil ou non accueil ? Pour la liberté de circulation et d'installation". Avec Jo Briant (CISEM), Fikirini, migrant d'Afrique subsaharienne, Akila Aït-Abbas, réfugiée algérienne. Og. Nuit Debout, Cisem, Barathym
<b>Samedi 26 14H-18H</b>	<i>Salon Hôtel de Ville 11, Bd Jean Pain Grenoble</i>	<u>Rencontre/témoignages</u> : entre militants israéliens et palestiniens pour une paix juste. Org. Mouvement de la Paix, Ecole de la Paix, Cercle Bernard Lazare
<b>Mercredi 30 17H30</b>	<i>Félix Poulat Grenoble</i>	<u>Rassemblement</u> contre la peine de mort, à l'appel de l'ACAT (Association des chrétiens pour l'abolition de la torture)
<b>Mercredi 30 19H</b>	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Conférence débat</u> : "Rendu de la Conférence de Mumbai" contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire (salle 123)

## Quoi de neuf au CIIP ?

### Le CIIP en séminaire

Le CA du CIIP s'est réuni pour définir nos priorités de l'année lors d'une journée riche de réflexions qui nous a encore plus motivés ! Plus particulièrement cette année nous voulons agir autour de la question des migrants. Chaque jour nous sommes témoins de leur détresse : pas de papier, pas de travail, pas de logement, expulsions, racismes y compris des institutions... la liste est longue des rejets subis. A notre mesure et avec beaucoup d'autres, nous continuerons à poser des actes concrets de solidarité. Il y a urgence à comprendre et à agir. Nous devons faire connaître largement les causes de ces migrations : les guerres auxquelles participent activement nos gouvernements, les inégalités de développement, le pillage des richesses puis aujourd'hui les dérèglements climatiques...

Les politiques migratoires de l'UE, des États, de certaines collectivités territoriales faites de suspicion, distillent la peur de l'invasion par des étrangers dangereux voire terroristes. Elles conduisent à la crispation sur des identités étroites et figées et finalement à un racisme répandu dans toutes nos sociétés.

Cette année encore nous serons présents par des soirées d'information, notre journal, notre site, nos dossiers, pour informer, mettre en valeur les actions concrètes des centaines de personnes qui posent des gestes concrets de solidarité envers les migrants. Nous agissons avec tous ceux et celles qui luttent avec les personnes sans droit à des papiers, au travail, au logement, à la santé... Nous manifesterons notre opposition aux guerres soutenues ou conduites par notre gouvernement, aux accords économiques injustes tels que TAFTA, CETA ou les APE<sup>1</sup> entre l'UE et l'Afrique, notre opposition à tous les racismes, notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous défendrons la liberté pour tous et toutes de circuler et de s'installer dans le pays de leur choix, ce qui passe aujourd'hui par la régularisation de tous les "sans papiers".

Avec détermination et espérance !

Roseline Vachetta

1/ Trans Atlantic Free Trade agreement (Accord de libre-échange Transatlantique), Comprehensive Economic and Trade Agreement (Accord économique et commercial) et Accords de Partenariat économique.

## **Mairie de Grenoble : "Plan de sauvegarde des services publics" ou plan discriminatoire ?**

Depuis sa création en 1980 le CIIP a toujours été attentif à la politique municipale grenobloise et s'est opposé quand il le fallait à celle conduite dans les mandats précédents, par Alain Carignon ou Michel Destot, toujours au regard de ses propres objectifs et valeurs : solidarité internationale, égalité d'accès aux droits sociaux et culturels, lutte contre tous les racismes et contre toutes les discriminations.

C'est cette attitude qu'il revendique aujourd'hui face à Eric Piolle et son équipe. En effet, ils ont annoncé un ensemble de mesures curieusement dénommé "Plan de Sauvegarde des services publics" qui suscite une profonde incompréhension et une véritable colère parmi la population et les salariés concernés. Certes, et c'est effectivement très conséquent et très lourd, le budget municipal est gravement amputé de plus de dix millions d'euros suite à la baisse drastique des dotations de l'Etat aux collectivités locales, décidée par le gouvernement socialiste. Mais on ne peut pas accepter que des économies soient réalisées par la suppression de services publics, à savoir la fermeture de 3 bibliothèques municipales, Village Olympique/Vigny-Musset, Alliance et Hauquelin, en contradiction totale avec les engagements de campagne, ni celle de 2 centres sociaux, tous situés dans des quartiers populaires, ni celle d'un Epahd ou encore la réduction sévère du budget du service de santé. Pas plus que l'augmentation du prix d'un certain nombre de services, dont celui de l'entrée des piscines ou celui de la restauration scolaire. Certes, des économies "positives" ont été faites en début de mandat : diminution de 25% des indemnités des élus, des frais de protocole et de communication, revente des berlines... Mais les fermetures, sans même une concertation avec les populations concernées - un comble quand même pour une municipalité qui parle sans cesse de participation et de co-création ! - des équipements

culturels et sociaux ci-dessus sont indéfendables et suscitent légitimement la mobilisation des habitants et des salariés. Un autre choix était possible pour la municipalité : celui de participer à la contestation qui est bien vivante à Grenoble comme dans tout le pays face à l'action de ce gouvernement. Les Grenoblois n'ont pas élu cette majorité municipale pour qu'elle applique les politiques austéritaires du gouvernement, au contraire ! C'est bien le vote des Grenoblois qui est bafoué. En ce qui concerne les bibliothèques, expliquer cette décision de fermeture par le peu de fréquentation et d'emprunts de livres, c'est oublier que ces lieux, dans ces quartiers populaires participent du lien social, où jeunes et moins jeunes peuvent consulter la presse quotidienne et de nombreuses revues ou venir lire ou travailler tranquillement. Pourquoi ne pas y développer davantage des animations et des temps de rencontres ? Dans ces temps difficiles que nous vivons, plus que jamais la célèbre phrase de Victor Hugo "ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons" garde toute son actualité et peut légitimement s'appliquer à des lieux culturels...

Nous demandons avec de nombreux Grenoblois-es et les employés municipaux concernés, ainsi qu'avec de nombreuses associations et syndicats, le maintien ou la réouverture de l'ensemble de ces services. Au nom de l'accès égal de tous et toutes aux droits culturels et sociaux. Il s'agit là d'un socle essentiel de la vie sociale. Nous voulons croire que le Maire de Grenoble et les élus entendront la légitime inquiétude des citoyens et reviendront sur leur mauvaise décision. Pour notre part, nous restons mobilisés.

*Le CA du CIIP*

## Festival International de Théâtre Action

Tous les deux ans, à l'initiative de la troupe Ophélie Théâtre et de son directeur Laurent Poncelet, Grenoble et le département bénéficient de spectacles cosmopolites d'une rare qualité. Le FITA est né en 2002, d'un concept belge au demeurant fort simple : faire venir des spectacles internationaux d'une grande qualité artistique qui abordent des thématiques sociales ou politiques, avec une implication des habitants autour de ces spectacles. La rencontre donne vie à ces moments de partage.

Laurent le précise "Faire vivre le théâtre au cœur de la cité. Mobiliser tous les habitants autour des créations artistiques. Créer aussi avec les plus marginalisés. Pour que la création artistique ne soit pas déconnectée de la population, mais qu'elle relie et interagisse avec notre monde. Pour un théâtre qui bouscule, transforme, met en mouvement. Un théâtre qui concerne et implique tous les habitants, et qui soit aussi un espace de confrontation. Un théâtre aux prises avec le monde d'aujourd'hui, et qui l'interroge. Et qui ne renonce pas. Qui parle et donne voix à l'homme blessé ou opprimé. Pour que de la différence, de la marge, des combats, des cris, naisse la poésie. Un mot, un regard, un mouvement.

Pour un théâtre véritablement vivant. Qui retrouve son sens premier. Un acte artistique avant tout qui ramène l'humain au cœur du propos, des attentions, des préoccupations, des combats. Transforme les regards, les rapports à l'autre, la hiérarchie des valeurs. Et ouvre des fenêtres dans une société souvent étouffée, réduite à des logiques comptables et marchandes par le contexte politique ambiant. Une poésie qui secoue et résonne et ne laisse pas indemne."

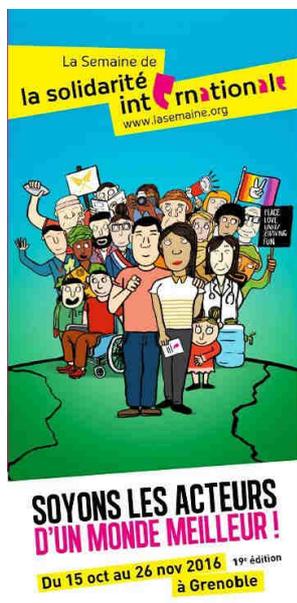


Cette année encore, l'éclectisme est de mise, inscrite dans l'actualité, parfois brûlante. A titre d'exemples : "Les deux réfugiés", spectacle syrien des frères Malas qui raconte la vie des réfugiés en France, "Le frichti de Fatou" pièce franco-algérienne d'une femme entre deux cultures ou encore "Devant la croix de baron

Samedi" de la compagnie de femmes haïtiennes Symbi roots qui nous fait voyager à travers les rituels vaudou, troupe qui effectuera une tournée dans toute la région, etc. Articulé aux spectacles, l'échange étant un axe majeur de ce festival, les troupes auront l'occasion de rencontrer la population, partager le repas avec des femmes en structure d'hébergement, des habitants de la Villeneuve, échanger avec les membres de l'association de solidarité des Algériens de l'Isère ou ceux du Secours Populaire, etc. La liste est longue, mais le point commun est de "passer d'agréables moments tout en s'enrichissant dans la rencontre de l'Autre".

Programme complet : <http://ophelia-theatre.fr/>

Philippe Savoye



## Semaine de la Solidarité Internationale à Grenoble du 15/10 au 26/10/2016

Le mercredi 9 novembre à la Maison des Associations table ronde sur la Solidarité Internationale de 20h à 22h30 et de 19h à 20h apéritif :

"Qu'est-ce que la Solidarité Internationale ?

Pourquoi être solidaire ?

Comment agir ?

Education au développement ?"

Les intervenants :

- Bernard Salamand de Ritimo
- René Valette, ex président de CCFD Terre Solidaire
- Roberto Badilla, Chilien de l'association Nuestra América

Venez nombreux échanger avec nos trois intervenants !

## Villeneuve : les habitants de nouveau mobilisés contre les démolitions

Les démolitions programmées de l'immeuble au 160 Galerie de l'Arlequin et peut-être du 90 – là où sont le siège du Patio et la Maison des Habitants !- déchaînent les passions et la colère des habitants de la Villeneuve. Avec, dans les deux cas, la désagréable impression du "déjà vu", suite à la destruction du 50 Galerie de l'Arlequin. Certes ce n'est pas la Municipalité qui est à l'origine de ce projet de destruction, c'est l'ANRU (Agence nationale d'urbanisme), mais les habitants de la Villeneuve exigent que le Maire de Grenoble et son équipe se positionnent clairement sur ce projet de destruction jugé comme "aberrant" par les Villeneuvois. Alors même qu'il y a des milliers de personnes mal-logées et à la rue dans l'agglomération grenobloise est-il acceptable que des centaines de milliers d'euros soient affectés..à des centaines de démolitions !!!

Le 25 septembre plus d'une centaine d'habitants ont manifesté aux cris de : "Face aux démolitions, défendons Villeneuve !". A suivre...



Une mobilisation à l'appel de l'Atelier populaire d'urbanisme (APU)  
Photo : Dauphiné libéré, 26/09/16

---

## Marche pour la paix



Marche pour la paix - Grenoble, le 24 septembre  
Photo : Dauphiné libéré, 27/09/16

Samedi 24 septembre une centaine de personnes se sont rassemblées à l'appel du Mouvement de la Paix dans le cadre de la Journée internationale de la Paix. Pour dire non aux guerres, à la course aux armements, aux ventes massives d'armes (notamment à l'Arabie Saoudite, au Qatar...), à l'arme nucléaire. Avec la volonté de promouvoir un tout autre monde, pacifié et désarmé. Et alors même que la France - tout au moins le gouvernement - intervient militairement au Moyen-Orient, au Mali, en Centrafrique et intensifie scandaleusement ses productions et ventes d'armes.

---

## Contre les bombardements criminels de la population d'Alep (Syrie)

Mardi 27 septembre un rassemblement (de 80 personnes environ) a été appelé par le CIIP, les Amitiés Franco-Syriennes et ACIP-ASADO au centre ville de Grenoble pour dénoncer les bombardements criminels des aviations russes et de Bachar El Assad sur la ville d'Alep et sa population (au moins 250 000 habitants). Un crime de guerre perpétré jour et nuit. "On refuse le choix entre le pire et le pire, c'est-à-dire entre Assad et Daesh", a souligné un co-organisateur. "Notre objectif est de contribuer très modestement à l'émergence de forces démocratiques et laïques".



Grenoble, rassemblement pour dénoncer les bombardements et les attaques contre Alep  
Photo : Dauphiné libéré, 30/09/16

## De plus en plus en plus de renvois de migrants dans leurs pays, même à feu et à sang !

Sous le prétexte quasiment avoué de faire de la place pour les nouveaux migrants (Syriens, migrants de Calais...) les préfets sous les ordres du gouvernement délivrent de plus en plus d'OQTF (Obligation de quitter le territoire français) à l'encontre de migrants déboutés de leurs demande d'asile ou de séjour, même s'ils sont pères ou mères de plusieurs enfants notamment scolarisés, planifient leur renvoi dans leur pays d'origine même s'il y règne la guerre ou la dictature !

Deux "cas" particulièrement scandaleux ont suscité l'incompréhension et la révolte de nombreux Grenoblois-es. D'abord, à l'appel du Réseau Education Sans Frontières, par le moyen de nombreux courriers et courriels envoyés à de très nombreux responsables politiques, et d'un rassemblement devant l'école du Jardin de Ville où étaient et sont encore scolarisés les 4 enfants de Monsieur Kundera,

migrant Congolais, une très forte mobilisation n'a pu empêcher le renvoi en République Démocratique du Congo de ce Monsieur Kundera, ex-opposant à un régime dictatorial, pays où il court les plus grands risques.

Autre cas également scandaleux : le renvoi en Algérie, malgré une forte mobilisation, de Tahar Bessegger, dit "Rambo", arrivé à Grenoble en 2001, venant d'une région d'Algérie où étaient perpétrés de terribles massacres par les Islamistes. Marié avec une ressortissante française, bénévole très actif au sein de l'association solidaire Saint Paul, il a été reconduit de force en Algérie où il court encore de grands risques. Une politique honteuse et absolument inacceptable du "vide" pour faire de la place pour les futurs migrants...



*RESF se mobilise  
contre le renvoi de Monsieur Kundera en RDC.  
Photo Dauphiné libéré 30/09/2016*



*Un rassemblement contre l'expulsion de "Rambo".  
Photo Dauphiné libéré 07/10/2016*

## Femmes et hommes pour le droit à l'IVG

Samedi 8 octobre, à l'appel de la plateforme des droits des femmes en Isère, plusieurs associations et plusieurs dizaines de citoyen-ne-s isérois-es se sont rassemblées rue Félix Poulat pour défendre le droit à l'avortement et pour rappeler aux Grenoblois-es que tout le monde devrait se sentir concerné par "cette liberté

chèrement acquise" dans les années 68. Certes le droit à l'IVG est en principe reconnu et garanti par la loi, mais pas toujours sur le terrain et selon les équipements hospitaliers où il est parfois remis en question. Un droit dont l'application est restrictive. D'où cette nécessité de se mobiliser et de rappeler ce droit conquis de haute lutte...



*Réunis pour le droit à l'IVG Photo Dauphiné libéré 10/10/2016*

## 13 et 17 octobre : fortes initiatives en mémoire des massacres du 17 octobre 1961

Cette année 2016 constituera incontestablement un temps fort, intense et populaire de reconnaissance des massacres de très nombreux Algériens le 17 octobre 1961 à Paris par la police du Préfet Maurice Papon sous la Présidence du Général De Gaulle.

Le 13 octobre d'abord un nombreux public a participé à la Maison des Associations d'une part à la projection du film : "*Le silence du fleuve*", de Medhi Lalloui et d'autre part à la table-ronde portant sur les causes de ce massacre, le déroulement des faits et la mémoire encore trop occultée et refoulée de ce qui s'est passé le 17 octobre 1961 et les jours qui ont suivi : au moins 250 Algériens massacrés...

Mais surtout le rassemblement d'au moins 250 personnes lundi 17 octobre Place Edmond Arnaud, dont de nombreux Algériens, pour le dévoilement solennel d'une plaque où il est inscrit :

*Le 17 octobre 1961,  
alors qu'ils manifestaient pacifiquement  
pour le droit à l'indépendance de leur pays  
et la fin d'un couvre-feu discriminatoire,  
de très nombreux Algériens et Algériennes  
furent massacrés à Paris et jetés dans la Seine.*

*Chaque 17 octobre, en ces lieux,  
des Grenoblois et des Grenobloises  
se rassemblent pour honorer leur mémoire.*

Deux interventions, de Mariano Bona - au nom du Collectif isérois 17 octobre 1961 - et d'Eric Piolle, Maire de Grenoble, ont souligné le caractère gravissime de ce déchaînement policier sans limite, couvert totalement par la hiérarchie et les autorités politiques, et la qualification qui s'impose de "crime d'Etat" mais refusée par ce même Etat jusqu'à aujourd'hui. Un extrait du discours d'Eric Piolle auquel nous souscrivons totalement : "*Cette vérité, nous la devons bien sûr aux victimes et à leurs familles. Nous la devons aussi au peuple algérien. Et nous la devons enfin à nous toutes et tous, enfants de la République française. On ne construit pas une société durable avec du silence et de l'oubli, mais avec de la vérité et du respect.*"



*Une foule immense était présente à Grenoble pour rendre hommage aux nombreuses victimes de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris. Photos Dauphiné Libéré 19/10/2016*



*Slogan éponyme "ICI ON NOIE LES ALGERIENS" inscrit sur le quai Conti par des membres du Comité pour la Paix en Algérie et image emblématique utilisée par L'association 17 octobre 1961: contre l'oubli*

# Nos mobilisations

en mémoire des massacres du 17 octobre 1961

... / ...

## Extraits de l'intervention de Mariano Bona au nom du Collectif isérois 17 octobre 1961

**A** lors qu'un couvre-feu raciste est imposé en région parisienne aux "Français musulmans algériens", le FLN appelle les Algériennes et les Algériens, majoritairement confinés dans des bidonvilles de l'agglomération parisienne, à manifester massivement et sans armes, pour dénoncer ce couvre-feu et affirmer le droit du peuple algérien à l'indépendance.

Face à cette manifestation pacifique, où beaucoup étaient venus endimanchés, en famille avec leurs enfants, les forces de police de l'Etat, commandées par Maurice Papon ont répondu avec brutalité.

Il faut mettre des mots et dire les choses : ce fut des coups de matraques, des coups de crosse, l'usage d'armes à feu, les vivants, les blessés et les morts furent jetés par-dessus les ponts de la Seine, dans les rues avoisinantes et les bouches de métro. Un véritable carnage. Entre 200 et 400 morts, on ne saura jamais le nombre exact. De nombreuses familles ne pourront même pas faire le deuil d'un disparu, faute de savoir ce qu'il est advenu réellement de lui.

Il y eu d'autres manifestations dans les jours qui suivirent. Il est important de rappeler la manifestation des femmes algériennes le 20 octobre 1961, avec les mots d'ordre suivants : "A bas le couvre-feu raciste", "Libérations de nos époux et de nos enfants", "Indépendance totale de l'Algérie". Les femmes ont joué un grand rôle dans la lutte pour l'indépendance.

Après ce tragique octobre 1961, une chape de plomb s'est abattue sur ce massacre, le gommant des consciences, jamais mentionné, jamais enseigné.

Il a fallu le travail courageux d'historiens comme Jean-Claude Einaudi, l'auteur de "La Bataille de Paris" pour que cette chape se fissure.

Il a fallu l'activité tenace de collectifs militants et les manifestations régulières pour que l'exigence de vérité grandisse dans notre pays.

A Grenoble, nous manifestons chaque année, le 17 octobre, et ce depuis près de trente années, pour une pleine reconnaissance de cette répression sanglante. Le collectif "17 octobre 1961" salue toutes les Grenobloises et tous les Grenoblois qui se rassemblent et défilent nombreux chaque année pour que ce massacre ne soit jamais oublié, pour que toute la vérité soit faite sur ce crime et ses responsables.

[...]

**Cette année 2016 est exceptionnelle avec la pose de la plaque commémorative qui vient d'être dévoilée.**

**J'ai envie de dire "Enfin !"**

Enfin ! Après tant d'années de manifestations, après tant de demandes infructueuses, les murs de Grenoble vont rendre hommage aux victimes du 17 octobre 1961 et aux manifestants qui ont empêché que la mémoire de ce crime d'Etat disparaisse.

[...]

Le 17 octobre nous raconte la tentative d'humiliation du peuple algérien subissant l'oppression coloniale, le 17 octobre nous raconte la violence dont peut se rendre coupable un Etat pour préserver les intérêts d'une minorité.

Mais le 17 octobre nous raconte aussi l'immense courage de femmes et d'hommes marchant pour réclamer leurs droits et que rien n'arrête un peuple qui aspire à maîtriser son destin.

[...]

Si le 17 octobre 1961 concerne l'ensemble des Français, cette plaque prend une signification toute particulière pour les femmes et les hommes qui ont immigré d'Algérie ou qui ont des liens forts avec l'Algérie. Cette plaque est aussi importante pour les jeunes générations qui se voient restituer une part essentielle de leur histoire.

Nous tenons à remercier chaleureusement la municipalité de Grenoble pour son geste qui marque ainsi non seulement la reconnaissance d'un événement tragique, mais aussi l'attention portée à l'immigration algérienne, qui est une composante importante de la ville, qui a beaucoup contribué, par ses apports culturels et sociaux, par ses luttes pour la dignité, à l'histoire de Grenoble et dont les murs portent jusqu'à présent peu la trace.

[...]

Cette commémoration du 17 octobre 1961 doit porter, chaque année, la demande d'initiatives fortes pour une coopération renouvelée entre le peuple français et le peuple algérien, pour une solidarité entre les deux rives de la Méditerranée.

*A noter : retrouver l'intégralité de l'intervention de Mariano Bona ainsi que celle d'Eric Piolle sur notre site [www.cijp.fr](http://www.cijp.fr)*

## **Bombes atomiques : relance criminelle de Hollande de la course aux armements nucléaires**

Quels médias ont informé leurs lecteurs / auditeurs sur cette décision incroyable et criminelle prise sans aucune consultation par François Hollande de doubler pour les prochaines années le budget de fabrication... de l'arme atomique ! Aucune annonce ministérielle officielle n'a été faite sur les télévisions et les radios. La mèche a été vendue par hasard lors de l'université d'été de la Défense dont la 14<sup>e</sup> édition vient de se tenir à Palaiseau les 5 et 6 septembre dans les locaux de l'École polytechnique. Devant quatre cents militaires de haut rang, politiques et industriels de l'armement, le premier ministre a confirmé que le budget de la Défense pour 2017 sera en nette augmentation. Avec une ligne spéciale consacrée à l'armement nucléaire. A Palaiseau, Laurent Coller-Billon, délégué général pour l'armement, qui dépend directement du ministère de la Défense, a annoncé "à l'horizon 2030 d'un effort absolument colossal au milieu de la décennie, de l'ordre de six milliards d'euros par an" pour le seul armement nucléaire. Effort décidé et acté par le "chef des armées" qu'est le Président de la République.

### **Déclaration d'amour à la bombe... il fallait le faire !**

Alors que de très nombreux mouvements de la société civile – samedi 24 septembre de nombreuses manifestations pour la paix et le désarmement se sont déroulées dans une centaine de villes dans le monde (dont à Grenoble) -, Hollande se lance dans une politique aberrante et criminelle d'intensification de production et d'expérimentations (souterraines et en laboratoires) de bombes nucléaires, de missiles M51 et de lasers de simulation de feu thermonucléaires au nom de la "cohérence du discours et des actes". Sous-entendu : la France est menacée non seulement par des djihadistes mais aussi plus globalement par Daech, et, sans l'avouer - en cohérence avec l'OTAN - par la Russie de Poutine. Il fallait le faire... Hollande l'a osé. Ancien ministre socialiste de la défense, président aujourd'hui d'IDN France, une association pour le désarmement nucléaire, se dit "atterré". "De quelle guerre parle-t-on ?" se demande-t-il ? Alors qu'on pourrait espérer - c'est dans cette démarche que nous nous situons au CIIP - que notre pays joue un rôle moteur pour un désarmement nucléaire multilatéral, la course à la relance des dépenses nucléaires militaires est non seulement insensée et criminelle, mais

s'inscrit dans un contexte de "barbarisation" du monde, de retour en arrière, voire de nouvelle escalade armée. Alors que de nombreux citoyens, en France, estiment que la France devrait sortir de l'OTAN et au contraire s'engager dans un processus de désarmement progressif, voire radical pour certains. Et alors même que de nombreux besoins sociaux (éducation, logement, santé...) ne sont pas satisfaits. Et que la France ne consacre que 0,38% de son budget à l'Aide Publique au Développement, alors qu'elle s'est engagée à 0,70%...

### **Faire de l'Europe un espace exempt d'armes nucléaires**

Le même Paul Quilès, avec d'autres députés écologistes et communistes, appelle très justement la France à signer le traité qui va être proposé à l'ONU par une centaine d'Etats pour aboutir à une interdiction des armes nucléaires, comme il en existe concernant les armes chimiques. A terme il faut viser comme objectif de faire de l'Europe un espace exempt d'armes nucléaires. Hélas ! Hollande et son gouvernement s'enfoncent dans une course insensée, irresponsable et criminelle d'expérimentations nucléaires et de ventes massives d'armes à l'Arabie Saoudite, à Israël, à l'Egypte, à l'Inde, à de nombreux pays africains. Il faut absolument que nous citoyens - et ce sera difficile dans le contexte sécuritaire et électoral actuel - nous nous fassions entendre et expliquions à nos concitoyens qu'il n'y a pas de paix et de vie collective possible, fondée sur les droits sociaux, sans renonciation à la course aux armements. Un immense défi...

Jo Briant



© Reuters / Guillaume Horcajuelo/Pool

*François Hollande lors d'une visite à la base aérienne militaire d'Istres*

## Shimon Peres : des éloges indécents

Avec Shimon Peres disparaît l'un des fondateurs de l'Etat d'Israël, un des principaux dirigeants du parti travailliste qui occupa de nombreuses fonctions ministérielles, devint 1<sup>er</sup> ministre et président. Dès son décès connu, c'est une avalanche de louanges de la part de nombreux dirigeants, notamment occidentaux dont François Hollande. Shimon Peres serait devenu une colombe ! C'est un travestissement de la réalité.

Il reçut le prix Nobel de la Paix en 1994, avec Yasser Arafat et Yizhak Rabin, pour son action en faveur des Accords d'Oslo en 1993 qui, pour la première fois, reconnaissait le peuple palestinien comme interlocuteur et son droit à un territoire - sans préciser lequel -, ce qui aurait pu être un pas en avant dans la voie de la paix mais a été en fait l'instrument du fractionnement de la Cisjordanie et de la politique du fait accompli.

Faut-il rappeler que Shimon Peres, qui fut Directeur général du Ministère de la Défense israélienne entre 1953 et 1959, fut le principal artisan de l'acquisition, avec la contribution décisive de la France, de l'arme nucléaire et du programme nucléaire israélien. Sa responsabilité de 1<sup>er</sup> Ministre est directement engagée dans le bombardement du village de Cana en 1996 tuant 106 civils, ce qui est constitutif d'un crime de guerre. Après l'assassinat d'Yizhak Rabin en 1995, il abandonna soudainement le processus de paix et rallia Ariel Sharon, adversaire déclaré des accords d'Oslo. Il approuva toute la politique de blocus de Gaza allant jusqu'à soutenir

l'opération "Plomb durci" (décembre 2008 / janvier 2009) et les innombrables bombardements meurtriers et destructeurs de la bande de Gaza.

Aujourd'hui, l'extrême-droite est au pouvoir avec B. Netanyahu, la colonisation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie est sans cesse en expansion, la bande de Gaza reste une prison à ciel ouvert, des milliers de Palestiniens dont des enfants sont emprisonnés et torturés... et nous n'avons pas entendu Shimon Peres s'opposer à cette politique coloniale d'une brutalité inouïe. Au-delà de la disparition de Shimon Peres, nous devons plus que jamais agir pour une paix digne et durable incluant la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien avec la continuité territoriale et le droit au retour des réfugiés. Pour cela il faut faire pression sur toutes les autorités politiques et poursuivre la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement Sanctions).

Jo Briant



Image du documentaire *The Price of Kings* de Joanna Natasegara et Richard Symons (2012) - Source : OrientXXI

## Heure de vérité pour la diplomatie française ?

**L'heure de vérité pour la diplomatie française ? Ce n'est hélas ! jamais l'heure - et ce depuis des décennies - pour "nos" gouvernants, de gauche comme de droite, de s'opposer fermement à l'Etat colonial israélien et de faire pression sur l'Union européenne pour que celle-ci suspende ses accords économiques très conséquents avec Israël. Ne se faire aucune illusion : seule une très forte pression des citoyen-ne-s français-es sur leur gouvernement pourra permettre un changement d'attitude et déboucher enfin sur une réelle pression politique...**

” Nous devons agir maintenant et donner nos vies pour l'annexion de la Judée Samarie". Ce n'est pas un rabbin illuminé qui le dit, c'est le ministre de l'éducation, Naftali Bennett le 8 octobre. Il rajoutait "nous n'avons pas le droit de diviser cette terre".

Ce n'est pas une voix discordante au sein du gouvernement, malgré les contorsions de Netanyahu qui feint de se prétendre favorable à un Etat palestinien, tout en déclarant que considérer la colonisation comme illégale serait opter pour le nettoyage ethnique...

à l'encontre des colons. Mais plus que les mots, ce sont les actes qui comptent. Ils sont accablants.

On l'a vu encore avec l'annonce de la construction d'une nouvelle colonie de 98, et bientôt 300 logements et d'une zone industrielle près de Ramallah au lendemain des obsèques de Shimon Peres. Et Israël de répondre aux protestations occidentales en décidant d'exproprier de nouvelles terres palestiniennes pour l'édification d'un parc et l'extension de la colonie de Beit El !

On le voit avec l'extension de la répression à l'utilisation des réseaux sociaux : en un an, 250 Palestiniens ont été arrêtés pour incitation à la violence pour avoir utilisé des mots tels que intifada, martyr, résistance, liberté... Dernier en date, l'astrophysicien Imad Barghouthi vient d'être condamné à 7 mois de prison sur ce motif d'incitation à la violence sur son compte facebook.

Les simples protestations verbales laissent Israël libre de s'en jouer et d'aller toujours plus avant dans ses provocations.

Alors que les Palestiniens bataillent pour faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution condamnant la colonisation, le déplacement en

Israël et en Palestine de Pierre Vimont, envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères, pose la question cruciale : la France choisit-elle de faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils renoncent à faire condamner la colonisation par le Conseil de sécurité ou va-t-elle enfin opter pour des mesures contraignantes pour s'opposer dans les faits à la colonisation ?

*Le Bureau national de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS)*

*mercredi 12 octobre 2016*

[www.france-palestine.org/Heure-de-verite-pour-la-diplomatie-francaise](http://www.france-palestine.org/Heure-de-verite-pour-la-diplomatie-francaise)

## **Les 3/4 des électeurs marocains**

### **n'ont pas voté aux récentes élections législatives !**

À l'issue des élections du 7 octobre dernier, les chiffres publiés par le Ministère de l'Intérieur du Maroc sont révélateurs : selon ce ministère, il y a 28 254 231 Marocains en âge de voter. Plus de la moitié, 15 700 000, sont inscrits sur les listes électorales mais, toujours selon le Ministère de l'Intérieur, seulement 6 751 000 ont voté. Ce qui veut dire que 21 503 231 Marocains n'ont pas voulu voter, soit en ne s'inscrivant pas sur les listes électorales, soit en s'abstenant le jour du vote.

Le Ministère fixe à 43 % le taux de participation des électeurs, mais pour ce calcul il se réfère au nombre des inscrits sur les listes. Si l'on se réfère au nombre des Marocains en âge de voter, cela ramène ce chiffre à 23,89 %, ce qui est le véritable taux de participation .

Ce refus de voter massif (plus de 75 % des électeurs) est un événement majeur :

- a) d'une part il reflète que la grande majorité de la population ne soutient pas le système en place, pour des raisons certainement très diverses allant du désintérêt à une franche opposition ;
- b) et d'autre part il signifie que les résultats officiels n'ont aucun sens politique, car la distribution des sièges du nouveau parlement, basée sur l'expression du quart de l'électorat, ne peut aucunement refléter les véritables sentiments de la population.

On peut seulement conclure que les trois quarts de celle-ci ne manifestent pas de soutien au régime en place...

*Marc Ollivier*



*Les Marocains manifestent contre les élections (18/11/2011) : Un manifestant brandit une pancarte portant l'inscription "Le boycott est un devoir national."*

*Photo CC : Magharebia*

## Le Venezuela sur la corde raide

**Une question qu'on nous pose souvent : et la situation au Venezuela, qu'en pensez-vous ? Quelle est votre analyse ? Sans répondre à une question aussi globale nous vous proposons le résumé d'un article de Yves Besançon qui propose des repères historiques et surtout économiques éclairants et qui souligne notamment le poids écrasant du secteur pétrolier dans l'économie du pays.**

N'ayant pas su trouver sa voie depuis la mort de Chavez en 2013, la République bolivarienne du Venezuela, vit une crise économique, politique et humanitaire. Le pays, dont l'économie est centrée sur l'exploitation de ses ressources pétrolières, subit de plein fouet la chute du cours du baril, et est en phase de retrouver un PIB inférieur à celui des années 1960 ! Pour autant, pour comprendre le chaos économique actuel dans sa globalité, il convient d'en décortiquer tous les tenants.

Alors que dans le monde les conditions de vie ont tendance à la progression, un Vénézuélien ne vit guère mieux qu'il y a plus d'un demi-siècle ! Sous l'impulsion d'Hugo Chavez, le pays s'est sensiblement enrichi de 2003-2008 avec un PIB par habitant en 2008 accru de près de 20 % par rapport à son niveau de 1960. Mais la crise financière de 2008 et le ralentissement de la demande mondiale en pétrole qui s'en est suivi, sont venus mettre un coup d'arrêt à ce processus de rattrapage. Depuis 2013, le Venezuela vit carrément une phase d'appauvrissement, mettant ainsi en relief toute la fragilité des progrès accomplis sous l'ère chaviste. Occultées un temps par l'euphorie du boom pétrolier sous les auspices d'"El Comandante", il est désormais impossible de nier l'existence de faiblesses structurelles participant à la dépression économique qui frappe actuellement le Venezuela.

L'inexistence de l'industrie locale et du secteur agricole expliquent aujourd'hui la quasi-inexistence d'une offre productive intérieure et font du pays un importateur compulsif de ses produits de base. Espoir des années 2000, les nationalisations massives n'ont malheureusement pas permis d'impulser une dynamique favorable d'investissement industriel. N'ayant pas su mener une politique d'industrialisation exportatrice, le pays a accru son extrême dépendance au pétrole et en paye désormais le prix. Ce même secteur phare, unique poumon de l'économie du pays, a été négligé dans ses infrastructures, ce qui explique son incapacité à enrayer le déclin structurel de sa production, amorcé dès 2007... alors que le pays possède en son sein près de 18 % des réserves mondiales de pétrole prouvées.

Les indicateurs de la santé économique et sociale depuis 2014, donnent carrément le tournis : une récession qui prend les allures de dépression avec une chute incessante du PIB couplée à la baisse

vertigineuse des revenus liés au pétrole, l'hyperinflation qui lamine le pouvoir d'achat des salaires et une hausse des prix qui devrait atteindre les 500 % en 2016, sans oublier le chômage qui attendrait les 20 % en 2017.

Au delà des chiffres, c'est l'explosion de la pauvreté qui marque le plus, accentuée par la pénurie gravissime des produits de première nécessité et de médicaments, voir plus récemment d'eau, et à la dérive des comptes publics en déficit de plus de 20 %. Le modèle économique hyper-dépendant de la vente de son pétrole (l'or noir représente 96 % des exportations vénézuéliennes) montre ses limites et a parallèlement réussi à réduire la capacité d'importation du pays (les exportations apportant les devises nécessaires au financement des importations), en particulier les produits de consommation provenant en majorité de l'extérieur, et a favorisé une dépréciation du cours de la monnaie nationale, entraînant à son tour une hausse du prix des importations.

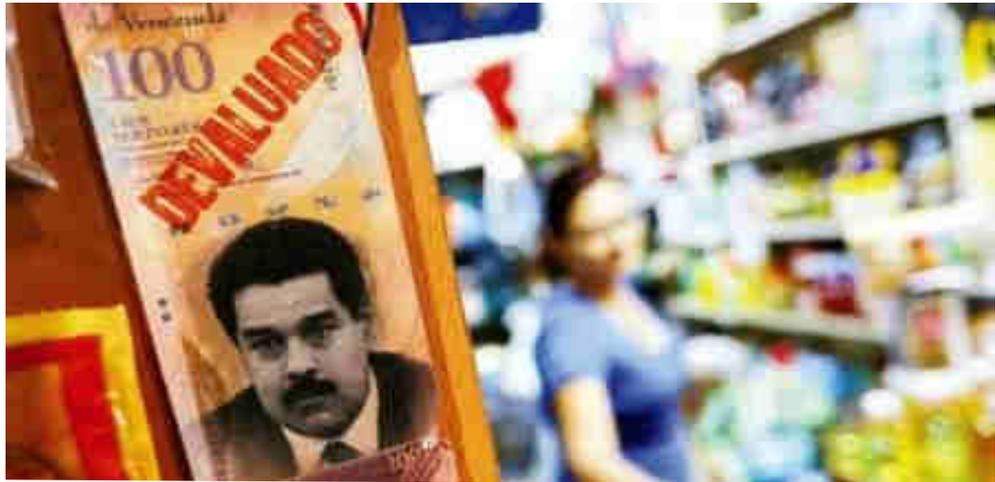
A cet égard, la politique de change, initiée par Chavez (1999-2013), qui consistait à provoquer une surévaluation du bolivar pour limiter l'inflation et préserver le pouvoir d'achat des plus pauvres, a été contre-productive. Non seulement elle n'a pas empêché le taux de change du dollar d'exploser sur le marché noir mais, en plus, elle a constitué un cadre favorable à l'hyperinflation : en dépit du contrôle des changes, la corruption galopante aidant, l'accès aux taux de change subventionnés ne peut que provoquer les ventes spéculatives du bolivar contre des devises étrangères, d'autant plus élevées qu'elles anticipent une dépréciation du change qu'elles finissent par provoquer. Cercle vicieux imparable ! Pour mémoire, c'est cette rente pétrolière qui a permis le financement de l'importante augmentation des dépenses sociales, décidée par Chávez, dans le cadre des "missions sociales" créées en 2003, afin d'offrir à la population un accès élargi aux services d'éducation et de santé. Ainsi, lorsque cette rente pétrolière s'étiole, c'est donc tout l'équilibre des comptes publics qui s'en trouve grandement affecté.

Trois facteurs aggravants sont venus amplifier ces forces hyper inflationnistes : le gonflement de la création monétaire par le rachat par la Banque centrale du Venezuela d'une partie de la dette de l'entreprise publique pétrolière Petrôleos de Venezuela SA (PDVSA) ; la pression des pouvoirs publics sur

## Venezuela

../...

les entreprises pour qu'elles contiennent leurs prix, les obligeant à vendre quasiment à perte d'où, au final, une raréfaction de l'offre par la multiplication des faillites des petites et moyennes entreprises, et un renforcement de la pénurie



des produits de base nourrissant à son tour l'inflation ; et l'organisation par les grandes mafias d'une contrebande d'extraction de biens à la frontière colombienne, accentuant ainsi la rareté des produits et l'inflation.

Propulsé au pouvoir par la mort de Chavez, l'Héritier Nicolás Maduro, n'a pas su répondre à l'ampleur de la contestation du peuple vénézuélien et l'urgence de la nécessité de réformer en profondeur un modèle à bout de souffle. Il a non seulement été incapable d'enrayer la spirale du naufrage économique et du désastre humanitaire mais, en prime, il a opté pour une fuite en avant sur le plan politique : gouvernance par décrets pour contourner l'opposition du Parlement, manœuvres dilatoires face aux initiatives de l'opposition, recours à l'emprisonnement politique, censure des médias... et proclamation de l'état d'urgence sans l'autorisation du parlement, pourtant requise par la Constitution. Bref, un attentisme économique s'appuyant sur l'expectative fantasmagorique officielle du pouvoir d'un retour durable à un prix à trois chiffres du baril de pétrole, qui, conjugué à une fuite en avant autoritaire de l'exécutif, ne peut qu'aggraver la situation du pays en fracturant un peu plus la société vénézuélienne, avec tous les risques que cela comporte (insécurité accrue, guerre civile et coup d'État militaire).

Toute critique du bilan chaviste mise à part, force est de constater l'absence d'une opposition au projet alternatif crédible et émancipateur pour le peuple vénézuélien. Ayant gagné pour la première fois une élection depuis 1999, l'opposition (Mesa de la Unidad democrática, MUD), portée par le rejet du chavisme, apparaît certes unie dans le combat électoral, mais regroupe un ensemble très hétéroclite de partis politiques (une trentaine !), allant d'un centre-gauche à la droite radicale,. On voit mal, dans ces conditions, comment un tel regroupement de forces politiques, aussi disparates, pourrait soutenir un véritable projet fédérateur progressiste et démocratique cohérent et crédible, servant réellement les

intérêts supérieurs du peuple vénézuélien. Une reconfiguration à terme des forces et des alliances politiques apparaît donc difficilement incontournable, pour réussir à faire émerger un programme ambitieux de sortie de crise durable du Venezuela, remportant l'adhésion majoritaire de la population, qui s'inscrirait dans une véritable logique de renouveau par rapport à l'héritage du chavisme, tout en gardant de ce dernier ses nobles ambitions originelles cardinales, mais en en corrigeant le tir par rapport aux erreurs du passé, donc un renouveau restant bien à gauche et fondamentalement anti-néolibéral.

En attendant, c'est toute une économie qui reste à restructurer pour sortir durablement de la crise actuelle et mettre en place, enfin, des bases solides pour le développement du pays, seul chemin garant d'une progression du niveau de vie et d'une amélioration pérenne des conditions de vie de la population. Un chemin qui s'annonce difficile, à n'en pas douter, au regard des vicissitudes de la crise politique actuelle qui ne sont pas de nature à faciliter une gouvernance économique éclairée par une vision de longue portée.

*Résumé extrait d'un article de Yves Besançon  
publié dans Humanité.fr le 27/09/2016*

# Nous avons aimé

*Discours prononcé le 11 septembre 2016 par Paula Vergara, "Chilienne de Grenoble", lors de la Cérémonie en hommage à Salvador Allende et en mémoire du coup d'état du 11 septembre 1973 au Chili.*

”**B**onjour Mr le député, bonjour messieurs les élus, Monsieur le Maire, et les présidents des associations, bonjour Mesdames, bonjour Messieurs.

Tout d'abord je tiens à remercier la France d'avoir accueilli le peuple chilien, victime d'emprisonnement et de tortures. De nombreux Chiliens n'ont pas eu cette chance. Ils ont été assassinés ou portés disparus.

Sans la France, terre d'accueil, sans la solidarité de la Ville de Grenoble, nous ne serions pas réunis aujourd'hui.

La France nous a donné la chance de nous reconstruire, la chance de réussir.

Nous avons saisi cette chance comme un cadeau et avons pu vivre librement en toute sécurité. Nous avons pu aller à l'école, nous avons pu étudier, nous avons pu travailler tout en soignant nos blessures.

Je ne dirai jamais assez merci à mon pays d'adoption et je serai toujours infiniment reconnaissante envers tous ces hommes et toutes ces femmes qui nous sont venus en aide. Eux aussi avaient beaucoup souffert dans leur Histoire.

Il faut que l'Histoire nous serve à analyser le présent afin de construire le futur.

En ce jour j'ai envie d'avoir une pensée pour nos compatriotes musulmans qui vivent des moments très difficiles. Beaucoup ont peur, ont honte d'être assimilés aux actes barbares que commettent des personnes déséquilibrées au nom de l'Islam.

Le racisme, la peur de l'autre continuent de croître au lieu de disparaître, malgré les enseignements de l'Histoire et de la Science.

Quand nous, Chiliens sommes arrivés en France, nous avons rencontré et vécu des moments très beaux avec nos compatriotes maghrébins et français. Ici même à Teisseire.

C'étaient des vécus entre des hommes et des femmes et la religion n'entraînait jamais en ligne de compte. Sauf pour partager nos cultures, nos vies. Pour nous enrichir. Jamais pour nous diviser et nous haïr.

Il ne faut pas confondre l'intégrisme et l'Islam comme nous n'avons pas confondu les Chiliens tortionnaires et les Chiliens victimes.

Je suis très fière que nous soyons ici tous ensemble. Je suis très honorée d'être aujourd'hui Française.

Tous ensemble nous pouvons continuer à créer la paix et la France de demain.

Je vous remercie Monsieur le Maire, à l'instar de Mr Michel Destot, Mesdames et Messieurs, de perpétuer cette commémoration car elle est devenue le symbole de la solidarité des peuples et de la mémoire du monde.

*Paula Vergara*

**Inter-Peuples - Publication du Centre d'Information Inter-Peuples - Maison des Associations - 6, rue Berthe de Boissieux - 38000 GRENOBLE - Tel : 04.76.87.59.79 - Courriel : ciip@wanadoo.fr - Site web : <http://www.ciip.fr>**

**BULLETIN D'ADHESION AU CIIP PERMETTANT DE RECEVOIR NOTRE JOURNAL "INTER-PEUPLES"**  
**Renvoyer ce bulletin au CIIP, Maison des Associations, 6 rue Berthe de Boissieux, 38000 GRENOBLE**

NOM Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Courriel : .....

Je souhaite recevoir Inter-Peuples : version papier  version électronique

Je m'abonne à Inter-Peuples :

Abonnement institution :  50 €

Abonnement ordinaire :  35 €

Abonnement de soutien :  45 €  50 € (ou plus)  Étudiants/Sans emploi :  18 €